



CHAPITRE 72

Loi modifiant la Loi sur les services de
santé et les services sociaux et
d'autres dispositions législatives

[Sanctionnée le 22 décembre 1978]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1971, c. 48,
a. 16,
mod.

1. L'article 16 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48), modifiée par l'article 6 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«g) d'exercer, à l'intérieur de son territoire, toute autre fonction ou d'assumer le coût de tout programme reliés à l'administration des services de santé et des services sociaux et qui lui sont confiés par le lieutenant-gouverneur en conseil.»

1971, c. 48,
a. 21,
mod.

2. L'article 21 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 42 des lois de 1974 et par l'article 7 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

Services
exclusifs.

«Les membres visés dans les paragraphes *a* et *b* et deux des membres visés dans chacun des paragraphes *c* à *f* du troisième alinéa ne doivent pas occuper un emploi, ni avoir une occupation dans un établissement sauf celle d'administrateur.»

1971, c. 48,
a. 26,
rempl.

3. L'article 26 de ladite loi, remplacé par l'article 13 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau remplacé par le suivant:

Vacance.

«**26.** Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration d'un conseil régional autres que le directeur général est comblée, pour la durée non écoulee du mandat du membre à remplacer, par résolution des membres du conseil d'administration restant en fonction et en tenant compte, dans la mesure du

possible, de la représentation de chaque collège électoral où la vacance s'est produite.»

1971, c. 48, a. 29, mod. **4.** L'article 29 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Comité administratif. «**29.** Le conseil d'administration de tout conseil régional peut, par règlement, établir un comité administratif et déterminer les fonctions, pouvoirs et devoirs de ce comité.»

1971, c. 48, a. 35, mod. **5.** L'article 35 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Nomination des cadres supérieurs. «**35.** Le conseil d'administration nomme le directeur général et il nomme également le personnel de cadre supérieur, sur la recommandation du directeur général.

Rémunération du personnel. Les membres du personnel sont rémunérés suivant les normes et barèmes établis à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.»

1971, c. 48, a. 38c, mod. **6.** L'article 38c de ladite loi, édicté par l'article 9 du chapitre 48 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Composition. «**38c.** Nonobstant les articles 50 à 53, les pouvoirs d'un établissement public, appartenant aux catégories énumérées aux paragraphes *a*, *b*, *d* et *e* du premier alinéa de l'article 39 et situé dans un secteur de la région 10A, sont exercés par un conseil d'administration formé des membres suivants:

a) un représentant de chaque municipalité du secteur, élu pour trois ans par celle-ci;

b) trois personnes élues pour trois ans par les membres du conseil consultatif du personnel clinique constitué dans l'établissement et choisies parmi les membres de ce conseil, avec maximum d'un représentant pour chaque corporation professionnelle;

c) une personne élue pour trois ans par l'ensemble des membres du personnel non clinique de l'établissement et choisie parmi ces membres;

d) le directeur du département de santé communautaire d'un centre hospitalier, d'une agence relevant du Conseil de la santé et des services sociaux de la région 10A ou d'un centre hospitalier avec lequel ledit conseil a passé un contrat de services ou le délégué de ce directeur ou encore le directeur des services professionnels ou son délégué, ces personnes étant nommées par le Conseil

de la santé et des services sociaux de la région 10A s'il y a plus d'un tel centre hospitalier;

e) le directeur des services de santé et des services sociaux de l'administration régionale ou son délégué;

f) le directeur général de l'établissement.»

1971, c. 48,
a. 38j,
ramp.

7. L'article 38j de ladite loi, édicté par l'article 9 du chapitre 48 des lois de 1977, est remplacé par le suivant:

Conseil de
la santé
et des
services
sociaux.

«**38j.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut délimiter le territoire de la région 10B et instituer dans cette région un conseil de la santé et des services sociaux qui, en plus de remplir les fonctions, devoirs et pouvoirs d'un tel conseil, maintient un établissement public appartenant aux catégories énumérées aux paragraphes a, b, d et e du premier alinéa de l'article 39 par l'intermédiaire duquel sont dispensés les services de santé et les services sociaux à toute personne résidant habituellement ou temporairement dans la région.»

1971, c. 48,
a. 39,
mod.

8. L'article 39 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 42 des lois de 1974 et par l'article 10 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Institution
par lettres
patentes.

«**39.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, avec l'autorisation écrite du ministre, instituer par lettres patentes, sous ses seing et sceau, des établissements publics de l'une ou de plusieurs des cinq catégories suivantes:

- a) centre local de services communautaires;
- b) centre hospitalier;
- c) centre de réadaptation fonctionnelle;
- d) centre de services sociaux;
- e) centre d'accueil.

1971, c. 48,
a. 41,
mod.

9. L'article 41 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Modifica-
tion.

«**41.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, avec l'autorisation écrite du ministre, délivrer des lettres patentes supplémentaires modifiant les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires d'un d'établissement.»

1971, c. 48,
a. 41a, aj.

10. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 41, du suivant:

Erreur matérielle. «**41 a.** Quand des lettres patentes renferment une erreur de nom, une désignation inexacte ou une faute de copiste, le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, s'il n'y a pas de réclamation contraire, ordonner que ces lettres patentes soient corrigées ou annulées et que des lettres patentes correctes soient émises.

Effet et droits acquis. Les lettres patentes corrigées ou les nouvelles lettres patentes ont le même effet que si elles avaient été émises correctement à la date des lettres patentes originales et les droits acquis des tiers ne sont pas affectés par cette correction ou cette nouvelle émission.

Avis. Avis de la correction des lettres patentes ou de l'émission des nouvelles lettres patentes est immédiatement donné par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières dans la *Gazette officielle du Québec*.»

1971, c. 48,
a. 42,
mod. **11.** L'article 42 de ladite loi, modifié par l'article 17 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Annulation des lettres patentes. «Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, à la demande d'un établissement public constitué en vertu de la présente loi et avec l'autorisation écrite du ministre, annuler les lettres patentes de cet établissement et cette annulation prend effet le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Dévolution des biens. L'établissement est alors dissous et après le paiement de ses dettes et l'exécution de ses obligations, ses biens sont dévolus au gouvernement ou à un établissement public que le lieutenant-gouverneur en conseil désigne.»

1971, c. 48,
a. 43b,
remp. **12.** L'article 43b de ladite loi, édicté par l'article 18 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Départements et praticiens. «**43b.** Sous réserve de l'article 43a, le plan d'organisation d'un centre hospitalier affilié à une université doit prévoir, après consultation avec l'université à laquelle il est affilié, la formation de départements cliniques et de services cliniques dans le centre en fonction de son permis et des ressources financières dont il dispose et doit également prévoir le nombre de médecins et de dentistes pouvant exercer leurs fonctions dans chacun de ces départements et de ces services.

Nomina-tion du personnel. Avant de soumettre le plan d'organisation, pour approbation, au conseil de la santé et des services sociaux de sa région, le conseil d'administration d'un centre hospitalier doit consulter le conseil des médecins et dentistes.»

1971, c. 48,
a. 44,
mod.

13. L'article 44 de ladite loi, modifié par l'article 19 du chapitre 42 des lois de 1974 et par l'article 12 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Autorisa-
tion
requisse.

«**44.** Nul ne peut instaurer ou cesser d'exploiter un établissement en tout ou en partie sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.»;

b) par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par le suivant:

Interrup-
tion
d'exoloi-
tation.

«Les administrateurs d'un établissement qui détient un permis d'exploitation émis en vertu de la présente loi et qui omet d'en demander le renouvellement de la façon prescrite ou qui concourent à produire une situation qui en empêche l'émission sont réputés chercher à interrompre l'exploitation de l'établissement et contreviennent au présent article à moins qu'ils n'agissent conformément à une recommandation du conseil de la santé et des services sociaux de la région.»

1971,
c. 48,
a. 44a, aj.

14. Ladite loi est modifiée par l'insertion après l'article 44 du suivant:

Acquisi-
tion de
terrain,
etc., inter-
dite.

«**44a.** Nul ne peut, pour les fins d'un établissement public ou privé conventionné, acquérir un terrain ou un édifice, construire, transformer ou démolir un bâtiment, aliéner ou céder à bail un immeuble sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Autorisa-
tion non
requisse.

Toutefois, l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil n'est pas nécessaire pour les travaux de construction ou de transformation ni pour la signature de baux dont la valeur ou le loyer total est à l'intérieur des limites financières fixées par règlement. L'autorisation écrite du ministre suffit dans de tels cas.»

1971, c. 48,
a. 47,
mod.

15. L'article 47 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Octroi de
charte
autorisée.

«**47.** Aucune charte autre qu'une loi de la Législature, qu'il s'agisse de lettres patentes ou d'un autre document constituant un établissement, ne peut être accordée, modifiée, révoquée ou abandonnée sans l'autorisation écrite du ministre.»;

b) par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Exception.

«Toutefois, le ministre peut, avec les mêmes effets, donner l'autorisation visée dans le premier alinéa dans les cas où une charte a été accordée, modifiée, révoquée ou abandonnée sans cette autorisation.»

1971, c. 48,
a. 50,
mod.

16. L'article 50 de ladite loi, modifié par l'article 23 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) deux personnes nommées, par écrit, pour deux ans par le ministre et choisies parmi la population du territoire desservi par le centre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre et du conseil régional concerné;».

1971, c. 48,
a. 51,
mod.

17. L'article 51 de ladite loi, modifié par l'article 24 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) deux personnes nommées, par écrit, pour deux ans par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre et du conseil régional concerné;».

1971, c. 48,
a. 51a,
mod.

18. L'article 51a de ladite loi, édicté par l'article 16 du chapitre 48 des lois de 1977, est modifié par le remplacement des paragraphes *a*, *b* et *c* par les suivants:

«*a*) dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit uniquement des adultes, deux personnes majeures élues pour deux ans par l'assemblée des usagers du centre et choisies parmi ces usagers; dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit uniquement des enfants de moins de dix-huit ans, deux des parents de ces enfants élus pour deux ans par l'assemblée des parents de ces derniers;

b) dans le cas d'un centre de réadaptation fonctionnelle qui reçoit à la fois des adultes et des enfants de moins de dix-huit ans, une personne majeure élue pour deux ans par l'assemblée de ces usagers et un parent de ces enfants élu pour deux ans par l'assemblée des parents de ces derniers;

c) deux personnes nommées, par écrit, pour deux ans par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre et du conseil régional concerné;».

1971, c. 48,
a. 52,
mod.

19. L'article 52 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 42 des lois de 1974 et par l'article 2 du chapitre 61 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) deux personnes nommées, par écrit, pour deux ans par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre et du conseil régional concerné;».

1971, c. 48,
a. 53,
mod.

20. L'article 53 de ladite loi, modifié par l'article 26 du chapitre 42 des lois de 1974, par l'article 3 du chapitre 61 des lois de 1975 et par l'article 17 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *a*, *b* et *c* du premier alinéa par les suivants:

«*a*) dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit uniquement des adultes, deux personnes majeures élues pour deux ans par l'assemblée des usagers du centre et choisies parmi ces usagers; dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit uniquement des enfants de moins de dix-huit ans, deux des parents de ces enfants élus pour deux ans par l'assemblée des parents de ces derniers;

b) dans le cas d'un centre d'accueil qui reçoit à la fois des adultes et des enfants de moins de dix-huit ans, une personne majeure choisie parmi ces adultes élue pour deux ans par l'assemblée de ces usagers et un parent de ces enfants élu pour deux ans par l'assemblée des parents de ces derniers;

c) deux personnes nommées, par écrit, pour deux ans par le ministre après consultation des groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire desservi par le centre et du conseil régional concerné;».

1971, c. 48,
a. 54,
mod.

21. L'article 54 de ladite loi, remplacé par l'article 28 du chapitre 42 des lois de 1974 et modifié par l'article 19 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Date de
l'assem-
blée.

«**54.** L'assemblée visée dans le paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51 ou 52, dans les paragraphes *a* ou *b* de l'article 51*a* ou dans les paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 53 doit être tenue à tous les deux ans, le quatrième dimanche du mois de mai.»

1971, c. 48,
a. 54*a*,
rempl.

22. L'article 54*a* de ladite loi, édicté par l'article 28 du chapitre 42 des lois de 1974 et remplacé par l'article 20 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Premières
élections
ou nomi-
nations.

«**54*a*.** Les premières élections ou nominations suivant chacun des articles 50 à 53 ont lieu au premier mois de mai qui suit l'émission du premier permis permanent délivré conformément à la sous-section 1 de la section IV.

Années
d'élections
et de
nomina-
tions.

Les élections prévues par le paragraphe *a* de l'article 50, le paragraphe *a* ou *c* de l'article 51, le paragraphe *a*, *b* ou *d* de l'article 51*a*, le paragraphe *a* ou *c* de l'article 52 et le paragraphe *a*, *b* ou *d* du premier alinéa de l'article 53 sont tenues les années paires. Les autres élections et nominations prévues par les mêmes articles ont lieu les années impaires.»

1971, c. 48,
a. 55a,
remp.

23. L'article 55a de ladite loi, édicté par l'article 24 du chapitre 48 des lois de 1977, est remplacé par le suivant:

Perte de
qualité.

«**55a.** Une personne cesse de faire partie d'un conseil d'administration d'un établissement dès qu'elle perd la qualité nécessaire à sa nomination ou à son élection, à l'exception des membres élus en vertu du paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51 ou 52, des paragraphes *a* ou *b* de l'article 51a ou des paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 53.»

1971, c. 48,
a. 56,
mod.

24. L'article 56 de ladite loi remplacé par l'article 29 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Vacance.

«Toute vacance survenant un an ou plus après l'élection ou la nomination est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, par résolution des membres du conseil restant en fonction.»

1971, c. 48,
a. 61, remp.

25. L'article 61 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Comité
adminis-
tratif.

«**61.** Le conseil d'administration de tout établissement public peut, par règlement, établir un comité administratif et déterminer les fonctions, pouvoirs et devoirs de ce comité.»

1971, c. 48,
a. 62,
remp.

26. L'article 62 de ladite loi, modifié par l'article 30 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Compo-
sition.

«**62.** Le comité administratif est formé du président du conseil d'administration, du directeur général et de quatre autres membres du conseil d'administration de l'établissement nommés annuellement par ce conseil, dont un doit avoir été élu en vertu du paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51 ou 52, des paragraphes *a* ou *b* de l'article 51a ou des paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 53.»

1971, c. 48,
a. 81,
mod.

27. L'article 81 de ladite loi, modifié par l'article 42 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) vérifier le fonctionnement des comités du conseil consultatif du personnel clinique et du conseil des médecins et dentistes et s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs fonctions et, dans le cas du conseil des médecins et dentistes, qu'il contrôle adéquatement les actes médicaux et dentaires posés dans l'établissement.»

1971, c. 48,
a. 82,
remp.

28. L'article 82 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Fusion par
lettres
patentes.

«**82.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, avec l'autorisation écrite du ministre, délivrer des lettres patentes sous ses seing et sceau fusionnant avec une corporation qui maintient un établissement constitué en vertu de la présente loi:

a) tout autre tel établissement; ou

b) toute autre corporation ayant des objets similaires, quelle que soit la loi qui la régit, même si elle a été constituée par une loi spéciale.»

1971, c. 48,
a. 83,
ramp.

29. L'article 83 de ladite loi, modifié par l'article 43 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Conversion
par
lettres
patentes.

«**83.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, de la même manière, convertir une corporation visée dans le paragraphe *b* de l'article 82 en une corporation visée dans le paragraphe *a* dudit article, ou fusionner entre elles plusieurs corporations visées dans le paragraphe *b* dudit article.»

1971, c. 48,
a. 89,
mod.

30. L'article 89 de ladite loi, modifié par l'article 45 du chapitre 42 des lois de 1974 et par l'article 32 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du quatrième alinéa par les suivants:

Séance
d'informa-
tion.

«La séance annuelle publique d'information tenue en vertu du présent article peut avoir lieu en même temps que l'assemblée des usagers visée dans le paragraphe *a* de chacun des articles 50, 51 ou 52, dans les paragraphes *a* ou *b* de l'article 51*a* ou dans les paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 53.

Séance
conjointe.

Cette séance peut être tenue conjointement par plusieurs établissements publics desservant le même territoire.»

1971, c. 48,
a. 92*a*,
mod.

31. L'article 92*a* de ladite loi, édicté par l'article 48 du chapitre 42 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du sixième alinéa par le suivant:

Refus
motivé.

«Tout refus de candidature doit être motivé et se fonder sur des critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement du médecin ou du dentiste et tenir compte des effectifs médicaux et dentaires visés dans le plan d'organisation du centre hospitalier affilié à l'université.»

1971, c. 48,
a. 94,
ramp.
Permis.

32. L'article 94 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**94.** Nul ne peut exploiter un établissement s'il ne détient un permis permanent ou un permis temporaire délivré à cette fin par le ministre.»

1971, c. 48,
a. 95,
mod. **33.** L'article 95 de ladite loi, remplacé par l'article 50 du chapitre 42 des lois de 1974 et modifié par l'article 5 du chapitre 61 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

Contenu. «**95.** Le permis permanent indique la catégorie de l'établissement et, s'il y a lieu, sa classe, son type et sa capacité.

Permis temporaire. Le permis temporaire indique, en outre, les conditions à l'intérieur desquelles l'établissement est habilité à exercer ses activités.»

1971, c. 48,
a. 96,
mod. **34.** L'article 96 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Délivrance. «Le ministre délivre un permis permanent ou un permis temporaire s'il estime que l'intérêt public le justifie.»

1971, c. 48,
a. 97,
rem. **35.** L'article 97 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Durée et renouvellement. «**97.** Tout permis permanent est accordé pour une période de deux ans se terminant le 31 mars. Il est renouvelé à cette date pour la même période si son détenteur remplit les conditions prescrites par règlement.

Permis temporaire. Le ministre peut délivrer un permis temporaire pour toute période inférieure à deux ans.»

1971, c. 48,
a. 99,
rem. **36.** L'article 99 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Livres et comptes. «**99.** Tout détenteur de permis doit exercer ses activités à l'intérieur des limites fixées dans son permis et tenir les livres et comptes prescrits par les règlements.»

1971, c. 48,
a. 101,
rem. **37.** L'article 101 de ladite loi, remplacé par l'article 52 du chapitre 42 des lois de 1974, est de nouveau remplacé par le suivant:

Accès permis. «**101.** Une personne autorisée par écrit par le ministre à faire enquête peut, à tout moment raisonnable, pénétrer dans tout lieu, autre qu'un cabinet privé de professionnel, où elle a raison de croire que des opérations ou des activités pour lesquelles un permis est exigé en vertu de la présente loi y sont exercées.

Certificat de qualité. Cette personne doit, si elle en est requise, exhiber un certificat signé par le ministre attestant sa qualité.

Entrave, etc. Quiconque entrave, gêne ou tente d'entraver ou de gêner cette personne dans l'exercice de ses fonctions commet une infraction.»

1971, c. 48,
a. 105,
remp.

Audition
du
détenteur.

38. L'article 105 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**105.** Le ministre doit, avant de prononcer l'annulation, la suspension de tout permis ou le refus de renouvellement d'un permis permanent, donner au détenteur l'occasion d'être entendu. Ce dernier doit manifester par écrit son intention de se faire entendre dans les quinze jours suivant l'invitation du ministre à cet effet. Ce délai est de rigueur et emporte déchéance.

Décision
écrite.

Le ministre doit notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne dont il suspend, annule ou ne renouvelle pas le permis.»

1971, c. 48,
aa. 117 à
119, remp.

39. Les articles 117, 118 et 119 de ladite loi, remplacés par l'article 57 du chapitre 42 des lois de 1974, sont de nouveau remplacés par les suivants:

Exoné-
ration de
paiement.

«**117.** Le ministre ou un établissement désigné par règlement peut, à la demande d'une personne de qui est exigé le paiement d'une contribution en vertu de l'article 116, exonérer cette personne du paiement de cette contribution, selon les modalités et circonstances déterminées par règlements.

Règle-
ments.

«**118.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine par règlement les conditions et circonstances ainsi que le montant de l'allocation ou de l'aide financière suivant lesquels le ministre peut:

a) verser une allocation de dépenses à un bénéficiaire hébergé dans un établissement ou verser telle allocation au nom d'un bénéficiaire à l'établissement où il est hébergé; ou

b) verser à une garderie d'enfants, au bénéfice d'un enfant pour lequel une exonération a été accordée en vertu de l'article 117, une aide financière correspondant à cette exonération.

Appel à la
Commis-
sion.

«**119.** Toute personne peut en appeler devant la Commission de toute décision concernant l'exonération d'un paiement demandée conformément à l'article 117 ou le paiement d'une allocation de dépenses ou d'une aide financière demandée conformément à l'article 118.»

1971, c. 48,
a. 120,
remp.

Adminis-
tration
d'un éta-
blissement.

40. L'article 120 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**120.** Le ministre peut assumer pour une période d'au plus cent vingt jours l'administration provisoire d'un établissement,

a) si cet établissement ne détient pas de permis, n'est plus dans les conditions requises pour obtenir un permis ou si son permis a été annulé conformément à la présente loi;

b) si le permis de cet établissement a été suspendu conformément à la présente loi et s'il n'a pas été remédié aux causes de cette suspension dans les trente jours de la date à laquelle elle a eu lieu;

c) si un établissement s'adonne à des pratiques ou tolère une situation qui sont susceptibles de compromettre la santé ou le bien-être des personnes que l'établissement accueille ou pourrait accueillir; ou

d) s'il y a eu malversation, abus de confiance ou autre inconduite d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration ou du comité administratif d'un établissement public ou d'un établissement privé conventionné ou si ce conseil ou comité a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi, notamment en faisant des dépenses qui ne sont pas prévues au budget approuvé par le ministre ou qui n'ont pas été spécialement autorisées en vertu de l'article 135.»

1971, c. 48,
a. 120a, aj.

41. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 120, du suivant:

Adminis-
tration
provisoire
d'un
conseil
régional.

«**120a.** Le ministre peut également assumer pour une période d'au plus cent vingt jours l'administration provisoire d'un conseil régional s'il y a eu malversation, abus de confiance ou autre inconduite d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration ou du comité administratif ou si ce conseil ou comité a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi.»

1971, c. 48,
aa. 121 à
128, remp.

42. Les articles 121 à 128 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Prolon-
gation.

«**121.** Le délai de cent vingt jours prévu aux articles 120 et 120a peut être prolongé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour toute période qu'il détermine pourvu que le délai additionnel n'excède pas quatre-vingt-dix jours.

Rapport
provisoire.

«**122.** Aussitôt que possible après qu'il a assumé l'administration provisoire d'un établissement ou d'un conseil régional, le ministre doit faire au lieutenant-gouverneur en conseil un rapport provisoire de ses constatations, accompagné de ses recommandations.

Point de
vue de
l'établis-
sement ou
du conseil.

«**123.** Le ministre doit, avant de soumettre ce rapport provisoire au lieutenant-gouverneur en conseil, donner à l'établissement ou au conseil régional l'occasion de faire valoir son point de vue.

Représen-
tation.

Le ministre doit joindre à son rapport un résumé des représentations que l'établissement ou le conseil régional lui a faites.

Pouvoir du
lt.-gouv.
en conseil.

«**124.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, si le rapport provisoire du ministre confirme l'existence de l'une des situations prévues aux articles 120 ou 120a :

a) assortir le permis de l'établissement des restrictions et conditions qu'il juge appropriées;

b) prescrire un délai durant lequel l'établissement doit remédier à toute situation prévue à l'article 120;

c) ordonner au ministre de continuer d'administrer l'établissement ou d'abandonner cette administration pour ne la reprendre que si l'établissement ne se conforme pas aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil a imposées conformément au paragraphe a ou b et de lui faire un rapport définitif.

Disposi-
tions appli-
cables.

Les paragraphes b et c s'appliquent, en les adaptant, à un conseil régional.

Suspension
des
pouvoirs.

«**125.** Lorsque le ministre assume l'administration provisoire d'un établissement ou d'un conseil régional conformément à la présente section, les pouvoirs du conseil d'administration de l'établissement ou du conseil régional, de l'administrateur de l'établissement ou du conseil régional sont suspendus et le ministre exerce les pouvoirs de ce conseil d'administration ou de cet administrateur ainsi que tous ceux de l'établissement ou du conseil régional.

Rapport
définitif.

«**126.** Le ministre doit faire au lieutenant-gouverneur en conseil un rapport définitif dès qu'il constate que la situation prévue aux articles 120 ou 120a a été corrigée ou que cette situation ne pourra être corrigée.

Pouvoirs
après
rapport
définitif.

«**127.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, après avoir reçu le rapport définitif du ministre :

a) déclarer déchu de leurs fonctions les membres du conseil d'administration de l'établissement ou du conseil régional ou l'administrateur de l'établissement ou du conseil régional et pourvoir à la nomination ou à l'élection de leurs remplaçants;

b) exercer tout pouvoir qui lui est conféré par l'article 124.

Enquête.

«**128.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut charger une personne qu'il désigne de faire enquête sur quelque matière se rapportant à l'administration ou au fonctionnement d'un établissement ou d'un conseil régional.

Pouvoirs et
immunités.

La personne ainsi désignée est investie, pour les fins de l'enquête, des pouvoirs et immunités d'un commissaire nommé en

vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Administrateur.

Lorsqu'une enquête est ainsi ordonnée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que les pouvoirs du conseil d'administration de l'établissement ou du conseil régional soient suspendus et nommer un administrateur qui en exerce les pouvoirs pour la durée de l'enquête.»

1971, c. 48,
a. 128a,
rempl.

43. L'article 128a de ladite loi, édicté par l'article 58 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Nomination d'un contrôleur.

«**128a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, nommer un contrôleur chargé d'assurer la bonne utilisation des fonds publics dans tout établissement ou conseil régional qui n'exerce pas un contrôle budgétaire adéquat.

Pouvoirs.

Lorsqu'un contrôleur est nommé conformément au présent article, ses pouvoirs sont déterminés par l'arrêté en conseil de nomination et toute personne qui exerce des fonctions administratives dans l'établissement ou le conseil régional est tenue de se soumettre aux directives de ce contrôleur dans les limites des pouvoirs qui lui sont attribués.

Contre-seing pour engagement.

Aucun engagement ne peut être pris au nom de l'établissement ou du conseil régional ni aucun déboursé effectué sans le contre-seing de ce contrôleur. Tout engagement pris en non conformité du présent alinéa est nul.»

1971, c. 48,
a. 129,
mod.

44. L'article 129 de ladite loi, remplacé par l'article 59 du chapitre 42 des lois de 1974, modifié par l'article 6 du chapitre 61 des lois de 1975 et par l'article 39 du chapitre 43 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des paragraphes *b* et *c* du premier alinéa par les suivants:

«*b*) statuer sur les éléments et les pièces essentiels des dossiers des bénéficiaires, la conservation et la consultation des dossiers ainsi que sur leur reproduction photographique;

«*c*) déterminer les formalités d'inscription, d'admission et de sortie des bénéficiaires dans un établissement ou de leur prise en charge par une famille d'accueil suivant, s'il y a lieu, la catégorie, la classe ou le type de l'établissement ou la catégorie de la famille d'accueil et déterminer les modalités de création des comités d'admission dans les centres d'accueil et les centres hospitaliers;»;

b) par le remplacement du paragraphe *j* du premier alinéa par le suivant:

«j) obliger tout établissement à accueillir un vérificateur d'office nommé par le ministre ou à obtenir l'autorisation du ministre ou du conseil régional, selon le cas, relativement aux emprunts faits par l'établissement, aux fonds de dotation, à l'acceptation d'un don conditionnel ou aux projets de construction ou de transformation de la manière et dans les circonstances qu'il identifie;»;

c) par le remplacement du paragraphe *l* du premier alinéa par le suivant:

«*l*) déterminer dans quelles circonstances certaines catégories d'établissements doivent mettre sur pied un comité de bénéficiaires composé soit de bénéficiaires, soit de bénéficiaires et de bénévoles, déterminer sa composition et décrire ses fonctions;».

1971, c. 48,
a. 130,
ramp.

45. L'article 130 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Entrée en
vigueur du
règle-
ment.

«**130.** Tout règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis signalant qu'il a reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, ou, en cas de modification par ce dernier, de son texte définitif ou à toute autre date ultérieure qui est fixée dans l'avis ou dans le texte définitif.

Entrée en
vigueur du
règlement.

Toutefois, tout règlement qui n'est pas soumis à l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 129 entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.»

1971, c. 48,
a. 133,
ramp.

46. L'article 133 de ladite loi, modifié par l'article 60 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Contrat de
rémuné-
ration.

«**133.** Le ministre peut conclure un contrat avec un établissement privé visé dans l'article 134a aux fins de le rémunérer, pour les services de santé ou les services sociaux qu'il dispense conformément au contrat, à un taux fixé forfaitairement par les règlements pour chaque catégorie d'établissement ou de services qu'ils désignent.»

1971, c. 48,
a. 134,
ramp.

47. L'article 134 de ladite loi, modifié par l'article 61 du chapitre 42 des lois de 1974, est remplacé par les suivants:

Rembour-
sement de
dépenses.

«**134.** Le ministre peut aussi, dans tous les cas où un taux forfaitaire n'est pas fixé par règlement conformément à l'article 133, convenir avec un établissement privé visé dans l'article 134a de lui rembourser en totalité ou en partie les dépenses qu'il fait et qui sont admissibles en vertu des règlements et de

lui verser en outre des honoraires d'administration correspondant à un pourcentage annuel, que fixent les règlements, calculé sur les dépenses d'opération faites par l'établissement pour dispenser les services faisant l'objet de la convention. Ces montants peuvent être payés à l'établissement par versements anticipés ou périodiques.

Application
de certains
articles.

«**134a.** Les articles 133 et 134 ne s'appliquent qu'à un établissement privé qui, le 1^{er} février 1979, reçoit déjà des sommes versées en vertu d'un contrat ou d'une convention conclus avec le ministre pour les fins visées dans ces articles.

Contrat ou
conven-
tion.

Toutefois, si le ministre estime que, dans l'intérêt public, les besoins de la région le justifient, il peut conclure un contrat ou une convention visé dans les articles 133 ou 134 avec un établissement privé qui n'est pas visé dans le premier alinéa.»

1971, c. 48,
aa. 136a-
136c, aj.

48. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 136, des suivants:

Garantie
d'emprunt,
assumption
du coût.

«**136a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou assumer le coût de toute autre obligation, contractés par la Corporation d'hébergement du Québec, corporation qui est constituée dans un but exclusivement charitable lorsque cet emprunt ou cette obligation est effectué pour l'acquisition, la construction ou la transformation d'un établissement.

Contrat
d'appro-
visionnement.

Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou assumer le coût de tout contrat d'approvisionnement au sens des règlements, contractés par une telle corporation lorsque cet emprunt ou ce contrat d'approvisionnement est effectué pour l'exploitation d'un établissement.

Paiement
des
dépenses.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu du présent article sont prises à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.

Rapport
d'activités.

«**136b.** La corporation visée dans l'article 136a doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre peut prescrire.

Rensei-
gnement.

Une telle corporation doit, en outre, fournir en tout temps au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.

Vérifica-
tion des
livres et
comptes.

«**136c.** Les livres et les comptes de la corporation visée dans l'article 136a sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et en outre chaque fois que le décreète le lieutenant-gouverneur en conseil; ces rapports doivent accompagner le rapport annuel de telle corporation.»

1971, c. 48,
a. 139b,
mod.

49. L'article 139b de ladite loi, édicté par l'article 62 du chapitre 42 des lois de 1974 et modifié par l'article 41 du chapitre 48 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Appella-
tion requé-
rant un
permis.

«**139b.** Nul ne peut exploiter une installation sous un nom ou raison sociale incluant les mots «hôpital», «centre hospitalier», «centre d'accueil», «centre de services sociaux», «centre local de services communautaires» ou «centre de réadaptation fonctionnelle» s'il ne détient un permis délivré conformément à la présente loi.»

1968, c. 48,
ab.

50. La Loi de l'Office de la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies (1968, chapitre 48) est abrogée.

Consen-
tement
valide.

51. Le gouvernement peut, avec les mêmes effets, donner le consentement visé dans le premier alinéa de l'article 47 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) dans les cas où une charte a été accordée, modifiée, révoquée ou abandonnée, avant le 1^{er} février 1979, sans ce consentement.

Continua-
tion du
permis.

52. Les permis délivrés avant le 31 décembre 1978 demeurent en vigueur jusqu'au 31 mars 1979.

1970, c. 42,
a. 9a, aj.

53. La Loi du ministère des affaires sociales (1970, chapitre 42) est modifiée par l'insertion, après l'article 9, du suivant:

Destruc-
tion de
documents,
etc.

«**9a.** Pour les fins de l'application de la Loi de la preuve photographique de documents (Statuts refondus, 1964, chapitre 280), tout document, livre ou registre émanant du ministère ou faisant partie de ses archives peut, nonobstant le délai prévu par le paragraphe b du premier alinéa de l'article 2 de ladite loi, être détruit dès qu'il a été reproduit.»

Entrée en
vigueur.

54. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreranno en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du gouvernement. (*)

(*) Les articles 35 et 52 de cette loi sont entrés en vigueur le 31 décembre 1978 (Gazette officielle du Québec, 1979, page 1679).

Les articles 1 à 34, 36 à 51, 53 et 54 sont entrés en vigueur le 1^{er} février 1979 (Gazette officielle du Québec, 1979, page 1681).